

## Nom de la source

Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Régionale

## Provenance

Saguenay, Québec, Canada

Vendredi 23 avril 2021 • 03h00 HE

Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette) • 776 mots

## Elysis: le SNEAA s'interroge sur la place du Centre de recherche d'Arvida

Louis Tremblay

Le Quotidien

**Le Syndicat national des employés de l'aluminium d'Arvida (SNEAA), section locale 1937 Unifor, est revenu à la charge sur l'annonce d'Elysis pour dénoncer le comportement de Rio Tinto qui refuse d'associer le Centre de recherche et développement d'Arvida au projet de développement de la technologie des anodes inertes.**

fr

**I**l faut rappeler que le gouvernement du Québec a annoncé mardi l'injection de 20 M\$ additionnels dans l'entreprise Elysis, cette société créée par les producteurs d'aluminium Rio Tinto et Alcoa.

Le communiqué, signé par le président Donat Pearson, réitère l'importance du centre de recherche du complexe Jonquière, qui est l'un des plus importants centres de recherche privés au Canada. Malgré l'expertise de cette équipe, l'entreprise n'a pas jugé opportun de l'associer à la technologie Elysis.

« Le Centre de recherche et de développement Arvida (CRDA) est l'un des plus grands centres de recherche privés en Amérique du Nord. Il est aussi une plaque tournante dans le développement de techniciens experts. Cependant, pour ce qui est des anodes inertes, le CRDA a été mis à l'écart, laissant le déploiement et l'acquisition d'expertise de côté », a signalé le président Pearson dans son communiqué.



ARCHIVES LE QUOTIDIEN, ROCKET LAVOIE

Le communiqué, signé par le président Donat Pearson, réitère l'importance du centre de recherche du complexe Jonquière, qui est l'un des plus importants centres de recherche privés au Canada.

Il a enchaîné en remettant en doute les véritables intentions de la multinationale de l'aluminium pour toute la question de l'environnement. Donat Pearson évoque des éléments qui tendent à démontrer que l'engagement de Rio Tinto pour l'environnement n'est peut-être pas aussi solide que l'entreprise tente de faire croire. « Rio Tinto banalise depuis 2006 les emplois liés à l'environnement, en laissant à la sous-

© 2021 Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

**PubliC** Certificat émis le 30 avril 2021 à Biblio.-Saguenay-(Réseau) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210423-TQT-b3d1c688e3ed2f3efa1c7ccb6d23226c

traitance tous les postes liés à ce domaine aux usines Vaudreuil, Arvida et même AP60. »

Il poursuit en affirmant que le gouvernement ne donne pas plus l'exemple alors qu'il autorise encore aujourd'hui l'enfouissement des brasques (résidus de cuves), malgré le risque que représentent ces rebus pour la sécurité et l'environnement.

« Malgré le fait que Rio Tinto a développé une usine de traitement de la brasque, le gouvernement tolère encore que de la brasque soit enfouie. En n'obligeant pas les compagnies à faire traiter leurs résidus, le gouvernement lance un message contradictoire avec ses actions. Le traitement obligatoire des brasques prolongerait et garantirait la survie de cette usine », stipule le communiqué.

Le ton diffère des relations qui prévalaient entre Rio Tinto et le SNEAA dans les dernières années. Les dirigeants syndicaux ont déclaré quelques heures après l'annonce de l'aménagement de quatre cuves expérimentales AP45 à Alma qu'il n'y avait rien pour le complexe Jonquière. Rio Tinto ne démontre aucun signe quant à une éventuelle expansion de son projet AP60 alors que tout le monde s'attend à la fermeture définitive des cuves pré-cuites en 2025, ce qui entraînera la suppression de plus ou moins 150 emplois.

L'annonce du gouvernement du Québec et des entreprises Rio Tinto et Alcoa a soulevé plusieurs critiques, depuis 48 heures. Ces critiques visent le problème de transparence dans ce projet qui a reçu des subventions et aides gouvernementales totalisant 140 M\$, alors que les producteurs d'aluminium n'ont investi que 57 M\$.

Les syndicats et politiciens (députés et conseillers municipaux) réclament des engagements pour combler les impacts de la technologie Elysis sur les emplois. L'autre critique concerne la façon dont le projet est présenté alors que l'on prétend développer un procédé sans production de gaz à effet de serre.

En ce moment, la production d'une tonne d'aluminium au Québec avec de l'hydroélectricité génère 4,3 tonnes de dioxyde de carbone (8 en Europe et 16 en Chine, en moyenne). Le remplacement des anodes au carbone diminuera de 2,3 tonnes de gaz à effet de serre chaque tonne d'aluminium produite au Québec. Cette technologie ne permet toutefois pas d'éliminer les 2 tonnes de gaz à effet de serre émanant du procédé de production d'alumine à partir de la bauxite. Ce procédé consomme effectivement des quantités importantes de gaz naturel ou d'autres produits pétroliers comme le « bunker ».

Il suffirait d'ajouter 50 % d'aluminium recyclé à l'aluminium produit au Québec avec de l'hydroélectricité pour obtenir sensiblement la même réduction de production de gaz à effet de serre.

fr

**Note(s) :**

Cet article a été modifié le 2021-04-22 à 23h06 HE.